

ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

Mouila : quelle politique durable contre les inondations ?

Félicien NDONGO
Mouila/Gabon

MOUILA, chef-lieu de la province de la Ngounié, est toujours à la merci des inondations pendant la saison des pluies. Chaque année et à des périodes précises, il peut ainsi se transformer le temps d'une pluie diluvienne en une petite Venise africaine. Des quartiers entiers et leurs habitants se retrouvant les pieds complètement dans l'eau. Ce phénomène est favorisé par la présence de nombreux cours d'eau (Dourougni, Doufoura, Doussama...) et de marécages qui ceignent la commune. Cette hydrographie est complétée par la rivière Ngounié, créant ainsi de véritables vases communicants. Les moindres lames d'eau donnent naissance à des crues. La Ngounié, ne

pouvant tout évacuer, le trop-plein des eaux s'installe à l'intérieur des terres et des quartiers, où leur retrait reste conditionné par la baisse du niveau de la rivière. Ici, se pose avec acuité le problème d'assainissement de la ville. "Nous nous demandons si la Direction générale de la prévention des risques ne peut pas essayer de voir également la situation des inondations dans la commune de Mouila et créer les voies d'évacuation à partir des travaux d'assainissement", susurre-t-on ici et là.

Les conséquences de ces inondations ont été toujours mal vécues, d'autant que certains



Photo: Félicien Ndong

La problématique des inondations à Mouila soulève la question de l'assainissement de la ville.

quartiers sont plus exposés par rapport au relief. Dans le 1er arrondissement, par exemple à Moukoumounabouala, au bord de la Ngounié, les populations sont obligées de déserrer leurs habitations dès que la crue s'annonce. Celles qui sont surprises, pour se déplacer, utilisent parfois des pirogues. Au quartier Divindet, intégrant le célèbre "Carrefour-des-jeunes", le lycée de l'excellence Mbombet-A-Gnangue, la base épidémiologique et la prison centrale inachevée, ainsi qu'à Dourouni et à Tsouka, c'est le triste spectacle qui s'offre aux riverains lorsque les eaux déferlent.

Au 2e arrondissement, l'ambiance est quasi identique. Au Boulevard Matamba, Dikongo, Mangui, etc., les eaux envahissent facilement les concessions et les voies de communication. De nombreux résidents assistent impuissants à la destruction de leurs biens (maisons, mobilier, appareils électroménagers, volaille, bétail, plantations, etc.) acquis au prix de plusieurs années d'efforts et de sacrifices. "Nous sommes à bout des inondations qui non seulement nous perturbent le sommeil, mais endommagent

nos effets", se plaint Jacques Pendi.

En dépit de rares actions menées par les pouvoirs publics, comme ce fut le cas en 2007 avec le milliard de francs octroyé aux sinistrés, le phénomène des inondations demeure entier. Et jusque-là, les populations ont dû se contenter des visites de terrain non suivies d'indemnités de la part des pouvoirs publics. Au-delà du saupoudrage et des solutions qui relèvent généralement du traditionnel "en attendant", les Molvillois estiment que le problème des inondations à Mouila passe

nécessairement par un schéma directeur assorti d'un véritable plan d'urbanisation. Un plan qui doit intégrer, outre les voiries, l'assainissement des bassins-versants et, pourquoi pas, l'aménagement de nouveaux sites de relogement des populations à Bavanga, par exemple.

Il faut rappeler qu'entre 1986 et 1987, les pouvoirs publics ont tenté d'assainir les bassins-versants de la Ngounié. Deux grands canaux furent ainsi ouverts dans le 1er arrondissement. L'un situé à l'entrée du gymnase, jouxtant

une partie avec le canal "Makanda". L'autre, à l'"ancien Ilimb" à Dourougni, dont les eaux drainées se jettent dans la Ngounié. D'autres petits travaux de canalisation ont été réalisés dans le quartier Moukoundza au niveau de l'école publique Mouila "B", en 2008, pendant les fêtes tournantes de l'Indépendance.

Mais d'une manière générale, toutes les conduites d'eau sont aujourd'hui envahies par une grande végétation. Ce qui ne favorise pas l'évacuation des eaux de pluie. Qu'en pensent donc les pouvoirs publics ?

Le minimum vital

F.N
Mouila/Gabon

LAS d'attendre indéfiniment des autorités des solutions aux inondations dont ils sont souvent victimes, les Molvillois se sont presque résignés. Ils n'espèrent plus rien des autorités compétentes en la matière, au regard de plusieurs missions envoyées pour faire l'état des lieux. D'autant plus que la dernière trouvaille des membres du gouvernement et

hommes politiques de la province ou des particuliers remonte à novembre 2019. Cette année-là, aucune action concrète. Ce fut une promesse non tenue du membre du gouvernement d'octroyer aux sinistrés une enveloppe de 250 millions de francs. Les populations n'avaient alors pas hésité à pointer, à tort, un doigt accusateur en direction des autorités provinciales. De fait, au lieu de tenter de soulager les attentes des populations en leur distribuant des petites

sommes d'argent, il est possible de redonner espoir à ces personnes, pour la plupart démunies, en faisant en sorte que le phénomène des inondations, comme c'est encore le cas en ce mois de novembre, trouve des solutions justes et durables. Car la lutte contre la pauvreté passe aussi par l'amélioration du cadre de vie des populations. Lesquelles ne demandent que le minimum vital, dont celui de disposer de terrains assainis et de logements décentes.